

Ousmane Niang (chargé de programme de la Fondation Rosa Luxemburg)

« La crise économique exacerbe les difficultés sociales »

Développer une vision alternative du monde, promouvoir les droits sociaux-économiques des citoyens, refuser le tout-économie au mépris de la justice sociale et de la réduction des inégalités sociales. Tels sont les objectifs de l'action de la Fondation Rosa Luxemburg en Afrique, explique Ousmane Niang, chargé de programme pour l'Afrique australe.

> Vous êtes géographe de formation. Qu'est-ce qui vous a poussé à venir travailler pour la Fondation Rosa Luxemburg?

J'ai entrepris une partie de mes études en Allemagne où je me suis intéressé aux questions du développement durable. Je me sentais également concerné par les questions d'alternative en matière de démocratie participative, parce que j'étais beaucoup plus engagé dans le processus 'Agenda 21' qui était mené dans beaucoup de pays en Afrique. Il s'agissait de voir comment mettre en place des initiatives de planification qui permettent à tous les acteurs – tant au niveau de la commune, du département ou de n'importe quelle entité locale – d'instaurer un dispositif qui favorise une certaine planification participative. Il fallait tenter de cibler les priorités par rapport à une localité; puis par rapport à ces priorités, essayer d'initier une façon de faire, de travailler pour véritablement aborder ces grandes questions.

C'est donc par rapport à ces initiatives que je me suis rendu en Allemagne pour suivre une formation, me perfectionner. C'est là que je suis entré en contact avec la fondation Rosa Luxemburg. Quand je suis rentré au Sénégal, j'ai approfondi les liens avec cette organisation.

> Pourquoi la Fondation Rosa Luxemburg s'intéresse-t-elle à l'Afrique ?

Je pense que c'est par rapport aux idéaux de la fondation. La Fondation Rosa Luxemburg est une organisation politique allemande. Le modèle de fondation politique en Allemagne découle de ce qui s'est passé durant la Seconde Guerre mondiale. C'est-à-dire qu'on a voulu empêcher le monopole d'un seul parti, aucune idéologie ne peut s'imposer, ne peut gouverner seule, etc. On a donc mis en place en Allemagne un système où tous les partis politiques qui atteignent le score minimum de 5% aux élections puissent entrer au Parlement. Ils reçoivent des fonds du gouvernement fédéral qui leur permet de développer et



de défendre leur idéologie. Cela se pratique en Allemagne, mais également à l'international. C'est ce qui motive la multiplication des fondations politiques en Allemagne.

Dans ce cas de figure, la Fondation Rosa Luxemburg est l'une des plus jeunes. D'autres fondations sont plus connues : la Fondation Friedrich Ebert associée au SPD (Parti social-démocrate). La fondation Heinrich Böll, elle, est proche des Verts.

> Qu'en est-il de la Fondation Rosa Luxemburg ?

Nous sommes affiliés au parti de gauche Die Linke. Certes nous sommes affiliés, mais nous disposons tout de même d'une certaine autonomie. Ce qui nous permet d'accomplir un travail de profondeur sur les questions de justice sociale, de solidarité, de réduction des inégalités sociales, des droits humains. Des valeurs qui sont des idéaux de gauche de façon générale.

> Quel regard portez-vous sur les ONG en Afrique ? Quelles sont les forces et faiblesses de celles avec qui vous collaborez ?

Il y a des changements mineurs à noter à ce niveau. Un changement que j'attribue aux conséquences de la crise économique, avec son corollaire d'impact, d'aggravation des inégalités sociales, avec le chômage en hausse. Cela a poussé certaines organisations, des ONG, à

mieux comprendre l'ampleur de la tâche qui les attend. Les associations avec lesquelles nous travaillons – organisations syndicales, mouvement de jeunes, de femmes – constatent ce désastre que l'on ressent au niveau économique et social. Ce qui leur donne plus d'opportunités d'action. Elles comprennent mieux la situation et tentent véritablement de trouver des solutions et des alternatives. Il y a donc une amélioration de la vision d'ensemble, car autrefois, il y avait un problème d'orientation au niveau de l'action de ces ONG. La vision des vrais problèmes, des véritables difficultés, les incitent désormais à se focaliser davantage sur ces problèmes.

> Comment les ONG, en Afrique, se situent-elles par rapport au mouvement alternatif qui se dessine à travers le monde ? Se sentent-elles plus concernées ou ouvrent-elles plus sur des thématiques locales ?

Oui, il y a un début satisfaisant à ce niveau, surtout avec ce qui s'est passé à l'avant-dernier Forum social mondial qui s'est tenu à Dakar, au Sénégal. Nous avons ressenti un réel engouement dans le cadre de ces initiatives. Ce discours qualifié autrefois d'utopique est devenu une piste pour un mouvement alternatif : un Nouveau Monde est possible.

Les ONG croient davantage en ces slogans et essaient de travailler dans ce dynamisme-là.

Ce qui importe à ce niveau, c'est de constater cette véritable prise de conscience : on ne peut plus continuer avec le système actuel. Avec la situation économique actuelle, il nous faut forcément aller vers une nouvelle vision du monde. Nous sommes au début d'un virage, d'une phase de transition, quelle que soit la position qu'on adopte. La question qui se pose désormais, c'est : « Comment nous engager vers cette transition ? »

> Cela se fera-t-il de manière autoritaire ? Sera-t-elle marquée par des initiatives de protestation, des initiatives violentes ou y allons-nous avec nos seules idées, nos propositions, nos alternatives ?

Avec ces cas de figure, les organisations commencent à réaliser qu'il ne s'agit pas simplement de protester ou de faire entendre sa voix. En arrière-plan, il y a un travail de fond à mener en termes de production d'idées. Il faut d'abord analyser la situation actuelle, puis élaborer de nouvelles idées, avant de passer à la dernière phase : la mise en pratique de ces solutions alternatives.

Propos recueillis par Ajai Daby

Gardez contact avec / KEEP IN TOUCH WITH DISMOI sur / ON FACEBOOK
CLICK ON: DISMOI

Dis-Moi voit le jour à Rodrigues

Le tissu associatif à Rodrigues s'enrichit d'une nouvelle composante : Dis-Moi, une association des droits humains de Maurice et de l'Océan indien, dont les initiateurs déclarent vouloir apporter un plus au combat quotidien pour le respect et la promotion des droits humains. C'est sous le mot d'ordre : « Ensemble pour le renforcement des droits humains », que s'est tenu, samedi dernier, à Mont Lubin, en présence d'une centaine de participants rodriguais le lancement de la branche rodriguaise. « La création de la branche de Dis-Moi à Rodrigues s'inscrit dans une dynamique de consolidation de la démocratie et de la culture des droits humains », a souligné Lindley Couronne, directeur de Dis-Moi, à cette occasion.

Les participants, dans des allocutions prononcées à cette occasion, ont tenu à saluer la naissance de leur nouvel allié, souhaitant sa contribution au renforcement de l'action commune au sein des défenseurs des droits humains. Une première rencontre a ensuite eu lieu avec les membres fondateurs, au domicile de Joseph Chenlye Lamvohee à Port-Mathurin, mardi dernier.

L'enthousiasme avec lequel s'est déroulée la création de la branche de DIS-MOI à Rodrigues est porteur de promesses. Joseph Lam Vo Hee, ancien speaker de l'Assemblée régionale, saura canaliser l'énergie et la volonté de cette jeunesse rodriguaise, pour faire avancer la situation des droits humains du pays. Selon ses fondateurs, cette nouvelle association ambitionne de sensibiliser nos concitoyens à la défense des droits humains. Déjà, les fondateurs plangent sur deux dossiers urgents : la situation des 'Midwives' affectées

L'ONG a ouvert une branche à Rodrigues.



Portrait du responsable de Dis-Moi Rodrigues

Avocat de profession, natif de Rodrigues et connu pour sa droiture et son intégrité, Joseph Chenlye Lamvohee a déjà occupé le poste de magistrat. Il est aussi le président sortant de l'Assemblée régionale de Rodrigues (ARR), une fonction que Joseph Chenlye Lamvohee a toujours servie de manière neutre et impartiale. Dis-Moi Rodrigues saura, assurément, profiter de sa vaste expérience professionnelle et politique à Rodrigues. « Nous espérons apporter une complémentarité, un enrichissement du tissu existant et une valeur ajoutée au paysage de la défense et la promotion des droits humains », a martelé le nouveau coordinateur de l'association.

dans les hôpitaux à Rodrigues, et le prix du billet d'avion entre Maurice et Rodrigues. Les Rodriguais reprochent à la compagnie aérienne nationale de ne pas proposer aux résidents de l'île, sur la ligne Rodrigues/Maurice, le même tarif proposé aux Mauriciens au départ de l'aéroport de Plaisance. Ce qui, selon eux, constitue une discrimination flagrante de leurs droits sous la Constitution de

Maurice (chapitre II, 16).

Notons que les membres fondateurs de Dis-Moi Rodrigues sont : Joseph Chenlye Lamvohee, Jean-François Collet, Marie Charlene Polimon, Devi Jugroop, Katrina Botte Belle, Jean David Ismael, Marie Francesca Begue, Marie Antoinette Casimir, Christophe Gentil et Christophe Casimir.

Fanirisoa Razanatovo

ALLONS AU PARLEMENT...



Une quinzaine de participants au cours de formation en droits humains dispensé par Dis-Moi se sont rendus au Parlement mercredi. Une illustration du cours de samedi dernier qui portait sur les divers organes politiques de notre République et du processus législatif : présentation, débat et adoption des lois. Les participants ont ainsi pu assister aux échanges, parfois vifs, entre les élus de la majorité et de l'opposition à l'Assemblée et les rappels à l'ordre du Speaker dans certains cas d'indiscipline.

DISCLAIMER

Les informations contenues dans ces deux pages n'engagent que l'association DIS-MOI (Droits Humains Océan Indien) et les intervenants. La reproduction, la diffusion et/ou la distribution de ces informations ne sont pas autorisées sans la permission de DIS-MOI.

EDITO

'Mo pa a l'aise dan sa Repiblik la'

Notre semaine à Rodrigues nous a permis de consulter plusieurs associations et autres forces vives du pays. Elle nous a fait découvrir une



jeunesse rodriguaise indépendante d'esprit, avec une capacité d'analyse et une culture démocratique, parfois bien loin de nos petits Mauriciens, incapables de dépasser la société de consommation outrancière que leur proposent leurs aînés. Qu'on se le dise, il ne suffira pas à l'État mauricien, après avoir décrété l'autonomie, de croire que la jeune génération rodriguaise acceptera une citoyenneté galvaudée. Plusieurs intervenants après la conférence de 'DIS-MOI' n'ont pas hésité à dénoncer avec pertinence la situation discriminatoire dont sont victimes les Rodriguais, pourtant supposés avoir les mêmes droits au sein de la République. « Mo pa a l'aise dans sa Repiblik la », s'est ainsi écrit un jeune adulte avec un argumentaire précis et solide quant aux exemples de discrimination. Qu'un Mauricien puisse payer Rs 5 500 pour visiter Rodrigues tandis que mon ami rodriguais Alain Tolbize débourse Rs 7 900 pour le trajet inverse est inacceptable et scandaleux.

Que cette mesure ait été prise pour 'booster' le tourisme, soit. Mais le fait demeure qu'elle reste une violation frontale de la Constitution de la République ('No person shall be treated in a discriminatory manner') et aucun citoyen, respectueux de l'État de droit ne pourrait le justifier. Brian Glover, président de l'Equal Opportunities Commission, a été saisi de cette « grosse injustice », mais n'a pas cru bon jusqu'à présent de faire diligence.

Pour les Rodriguais en tout cas, la crédibilité de l'Equal Opportunities Commission passera par le rétablissement de leurs droits en tant que citoyens.

Et DIS-MOI n'hésitera pas à saisir la justice si Brian Glover renvoie cette question capitale « du billet d'avion à citoyenneté variable » aux calendes grecques...

L'autonomie a été sans aucun doute un pas en avant par rapport à la situation quasi coloniale de la période pré-2002. Mais, qu'on se le dise, les jeunes Rodriguais ne passeront pas leur temps à dire « Merci Maurice ». Si la République ne peut satisfaire les aspirations citoyennes légitimes des Rodriguais, ne soyons pas étonnés que demain ils soient plus attirés par le concept du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes...

Lindley Couronne, Port-Mathurin
23 Novembre 2013

DIS MOI DROITS HUMAINS Océan Indien

DIS-MOI (Droits Humains-Océan Indien) est une organisation non-gouvernementale qui aide à promouvoir la culture des droits humains dans la région du Sud-Ouest de l'Océan Indien, notamment les Seychelles, Maurice, Rodrigues, Madagascar et les Comores. Fondée en 2012, l'organisation milite pour la défense et l'enseignement des droits humains.

DIS-MOI, ARCADES RITTOO, ROSE-HILL
TEL.: 5 4404501 - info@dismoi.org